

Contretemps de dernière minute dans les pourparlers inter-burundais à Arusha

PANA, 02 décembre 2017 Bujumbura, Burundi - La séance en plénière de vendredi, qui devait sanctionner une semaine de travaux en groupes, a été finalement reportée sine die par la médiation, face aux réticences des différents protagonistes de la crise burundaise à s'asseoir autour d'une même table des discussions, selon les échos médiatiques en provenance d'Arusha, une ville du nord de la Tanzanie, où a lieu la rencontre. [Photo : Benjamin William Mkapa, Médiateur et ancien président de la Tanzanie.]

Le Médiateur et ancien président de la Tanzanie, Benjamin William Mkapa, veut, en effet, que ce soit le quatrième et dernier round des pourparlers devant prendre fin solennellement, en principe le 8 décembre prochain, sur la signature d'un accord global de paix, en présence des chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est au chevet de compromis attendus des parties prenantes sont relatifs à un Gouvernement d'union nationale, à la sécurité, à l'état de droit et la fin de l'impunité, au respect de la Constitution actuelle et du précédent Accord d'Arusha ayant mis fin à la dernière grande guerre civile de 1993 à 2003 au Burundi. D'autres compromis tant recherchés ont trait au renforcement de la culture démocratique et l'ouverture de l'espace politique, aux problèmes socio-économiques et humanitaires du moment ainsi qu'à l'état actuel des relations du Burundi avec le reste de la communauté internationale. Dans l'état actuel des tractations préliminaires, les observateurs à Arusha situent les réticences à entrer dans le vif du sujet au niveau de la mouvance présidentielle, surtout en ce qui concerne l'idée d'un Gouvernement d'union nationale et la remise en projet en cours de révision de la Constitution. La mouvance justifie son refus par le fait que le Gouvernement actuel est une émanation de la volonté populaire de 2015 qui ne doit être remise en cause, à aucun prix. La révision de la Constitution, quant à elle, relève de la souveraineté nationale et il faut également la respecter comme telle, argumente-t-on toujours du côté de la mouvance présidentielle. La partie gouvernementale estime encore qu'il est grand temps de rapatrier le processus d'Arusha pour continuer les discussions à domicile. L'Ombudsman (Médiateur de la République) Edouard Nduwimana, et le président de la Commission nationale du dialogue inter-burundais, Mgr Justin Nzosaba, prendraient le relais de la Facilitation tanzanienne. L'autre épineuse question a trait à une "feuille de route" des prochaines élections générales de 2020 qui doivent être supervisées par les Nations unies, suggère l'opposition intérieure, à Arusha. L'opposition en exil, quant à elle, a décliné l'invitation du Facilitateur et pose comme condition, la levée préalable des mandats d'arrêt internationaux qui ont été émis par le pouvoir burundais contre certains de ses leaders. Les opposants en exil craignent encore pour leur sécurité en terre tanzanienne où ils sont supposés avoir été kidnappés il y a quelques mois dernier, quatre hauts gradés de la rébellion armée des Forces populaires du Burundi (FPB), dans des circonstances non encore élucidées. Les leaders de la société civile en exil ont également décidé de boycotter Arusha pour les mêmes raisons de sécurité, malgré les garanties maintes fois renouvelées par le Médiateur tanzanien. Le Médiateur a cependant encore une semaine devant lui pour tenter de dissiper les malentendus et convaincre les uns et les autres d'accepter le choc des idées, nécessaire pour dégager des compromis de nature à satisfaire toutes les parties prenantes, chose qui lui échappe néanmoins depuis sa nomination par la sous-région, en juillet 2016. Un accord global de paix est la condition à la levée des sanctions économiques des principaux partenaires techniques et financiers du Burundi. Les sanctions, principalement de l'Union européenne (UE), ont porté un coup dur à une économie nationale dépendant généralement de l'extérieur, pour plus de 50 pc des besoins des Burundais. Un échec consommé de ces pourparlers risque de pousser la communauté internationale à durcir encore plus ces sanctions, au grand dam de simples citoyens qui broient du noir depuis plus de deux ans, avisent les analystes à Bujumbura.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});